

Rétablir l'éthique dans la science économique

La science économique moderne devrait retourner à ses racines

Anthony Annett



PHOTO: STEVE JAFFE / FMI

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DOMINANT traverse une crise de légitimité. La fin de son état de grâce prend de multiples dimensions : creusement des inégalités et insécurité économique, douloureux souvenirs de la crise financière mondiale et de l'impunité dont bénéficient ceux qui l'ont provoquée, et perception de la mondialisation comme un schéma privilégiant les grandes entreprises et l'élite financière. Sur tout cela plane le spectre du changement climatique. Ces clivages ébranlent la confiance dans les institutions, à la fois nationales et internationales, et provoquent parfois même un rejet, qui se traduit par l'insularité et le basculement vers l'extrémisme.

À ces défis, la réponse peut se trouver dans les 17 objectifs de développement durable (ODD) adoptés par 193 nations en 2015 sous les auspices des Nations Unies. Ces objectifs partent du principe que le progrès économique ne peut plus se mesurer sans tenir compte de l'inclusion sociale et de la viabilité environnementale. Leur fondement implicite est que les marchés à eux seuls ne peuvent pas résoudre les problèmes et qu'il faut une coopération entre les nations au niveau mondial et entre les partenaires sociaux au niveau national.

Cette évolution, à son tour, impose de sérieusement repenser les fondements éthiques de la science

économique moderne. Une telle conclusion peut cependant paraître étrange. La science économique néoclassique, après tout, a évolué en instaurant une nette distinction entre le positif et le normatif, entre faits et valeurs. Il est pourtant impossible de dissocier les valeurs de la délibération économique. Et aux grandes questions posées par la philosophie morale, celles qui ont trait à la nature humaine, à la raison d'être ou à la finalité de la vie, et à la ligne de conduite à suivre en diverses circonstances, la science économique propose des réponses précises.

Ces réponses, à mes yeux, laissent à désirer. Le modèle éthique de la science économique néoclassique est axé sur « l'homo economicus », guidé par son intérêt personnel pour chercher à maximiser des satisfactions matérielles subjectives —, ce qui s'avère réalisable (selon des hypothèses fort restrictives) par des marchés concurrentiels.

Toutefois, l'homo economicus est-il un reflet exact de la nature humaine ? Pas si l'on en croit les données les plus récentes de la psychologie, de la neuroscience et de la biologie évolutionniste. Selon le biologiste de Harvard, Edward O. Wilson, par exemple, les forces évolutionnistes supposent que les égoïstes triomphent sur les altruistes au sein d'un groupe, mais que les groupes d'altruistes l'emportent sur les groupes d'égoïstes. Si tel est le cas, les êtres humains sont donc câblés pour coopérer et défendre des normes morales. Pourtant, cela indique aussi des tendances inhérentes à favoriser les membres du groupe et à diaboliser ceux qui n'en font pas partie.

De ce point de vue, je dirais que la plupart des structures éthiques (à la fois laïques et religieuses) ont un objectif commun : encourager les êtres à cultiver des traits de caractère pro-sociaux et à réprimer leur égoïsme et leur agressivité.

La science économique néoclassique fait figure d'exception. Elle cautionne l'égoïsme, valorise les quête matérielles et ignore les fondements éthiques — les préférences, après tout, sont censées être souveraines, subjectives, sans jamais faire l'objet de remise en question. Et non seulement la vertu est-elle jugée sans intérêt, mais ce que les traditions plus anciennes considéraient comme le vice est censé être bénéfique. Tel est le fondement de la célèbre pensée d'Adam Smith, selon laquelle l'intérêt individuel, plutôt que

la bienveillance, contribue au bien commun (bien que Smith lui-même ait été beaucoup plus nuancé que nombre de ses disciples sur ce point).

Une évaluation critique de la science économique néoclassique doit commencer par la question de savoir ce que les êtres humains tiennent en réalité pour important. Une réponse évidente est le bonheur. Mais le bonheur a des significations différentes selon les diverses écoles de pensée. L'utilitarisme considère le bonheur dans le sens hédonique, selon lequel il faut maximiser le plaisir et réduire au minimum la douleur, et la science économique néoclassique lui doit beaucoup. L'approche aristotélicienne met en avant une notion plus profonde de l'eudémonisme, ou épanouissement de l'homme, qui consiste à vivre pleinement sa vie conformément à ce qui est considéré comme intrinsèquement valable — relations profondes, sens donné à la vie et contribution à la collectivité. Pour Aristote, cela implique d'inculquer la vertu — mieux comprise comme une réalisation de son potentiel, de sorte que les êtres évoluent de ce qu'ils sont vers ce qu'ils pourraient être s'ils réalisaient vraiment le potentiel de leur nature intrinsèque. Cette théorie est étroitement liée à celle des capacités, d'Amartya Sen et de Martha Nussbaum, qui privilégie le déploiement des capacités, autrement dit de la capacité de faire ou d'être ce que l'on considère comme important de faire ou d'être.

Importance primordiale des rapports humains

La psychologie moderne confirme dans une certaine mesure ces observations. La littérature sur le bien-être subjectif, par exemple, démontre l'importance primordiale des rapports humains et du sens donné à la vie pour le bien-être, en affirmant que l'argent n'achète pas le bonheur au-delà d'un certain niveau. Le *Rapport annuel mondial sur le bonheur* montre que les pays plus heureux sont non seulement plus riches, mais bénéficient aussi d'une plus forte adhésion de la société, de plus forts niveaux de confiance et de générosité, et d'une meilleure capacité de déploiement des capacités, sans aucun obstacle (notamment celui de la corruption).

D'abondantes études montrent aussi que les êtres humains sont dotés de penchants pro-sociaux, tels que l'altruisme et un sens de l'équité. Selon de récents constats de la science économique comportementale, par exemple, les êtres sont enclins à coopérer, partager et récompenser la confiance, mais aussi à punir la fraude et l'opportunisme, même si cela représente un coût financier pour eux-mêmes.

Si ces observations sont exactes, il ne devrait donc pas être surprenant de voir les êtres si angoissés par des perspectives précaires d'emploi, dans la mesure où un travail décent est une dimension fondamentale

de l'épanouissement humain — une source essentielle de dignité, de finalité dans la vie et de contribution à la société. Il ne devrait pas non plus être surprenant de les voir réagir négativement à ce qu'ils perçoivent dans l'économie mondiale comme de la fraude ou des avantages indus.

Dans la tradition aristotélicienne, le bien commun est compris comme le bien émanant d'une expérience sociale partagée, qui transcende le bien de l'individu, n'exclut personne et ne peut pas être décomposé en une somme de biens individuels. Il illustre l'obser-

Nous avons besoin d'un engagement envers le bien commun pour établir une frontière morale à l'économie de marché.

vation selon laquelle nous ne nous épanouissons que dans notre relation à l'autre. Politiquement, il est synonyme d'institutions qui contribuent au bien-être de tous, notamment des générations futures.

Cette notion de bien commun s'inscrit difficilement dans les modèles éthiques extraits de l'époque des Lumières, qui soulignent l'autonomie de l'individu dans sa quête de son propre concept de ce qui est bien. Cette approche a considérablement fait progresser l'éthique, surtout en insistant sur les droits humains universels, mais la disparition d'un bien commun objectif comporte un coût : il devient trop facile de réduire tous les jugements de valeur à des préférences subjectives.

Angle mort de l'éthique

La science économique néoclassique est victime de cette tentation. Sans buts communs réciproques, les objectifs de la vie économique se réduisent aux gains matériels et financiers. Les acteurs économiques sont censés respecter les lois et les droits de propriété plutôt que les normes morales, et être motivés par des incitations financières plutôt que par la vertu. C'est l'angle mort de l'éthique. C'est précisément cette mentalité qui alimente les profondes inégalités, l'instabilité financière et la crise environnementale. Comme le note Sen, une économie peut être efficiente au sens de Pareto — où les échanges sur le marché assurent la satisfaction maximale des préférences — mais rester « parfaitement ignoble ».

En approfondissant la question, il apparaît qu'inculquer les valeurs de l'homo economicus conduit les êtres à réprimer l'empathie et la solidarité en faveur de l'égoïsme et de l'opportunisme. Comme le remarque l'économiste américain Samuel Bowles, une

dépendance excessive à l'égard d'incitations financières peut porter atteinte à la vertu, même s'il est de plus en plus reconnu que les marchés et les institutions indispensables ne peuvent tout simplement pas fonctionner sans un minimum d'attachement aux vertus telles que l'équité, l'honnêteté et la confiance. Il y a peu d'intérêt à dire que tout jugement de valeur au-delà de l'efficacité sort du cadre de la discipline. L'homo economicus n'y est absolument pas sensible et est, comme le décrit Sen, un « crétin social ».

Nous avons besoin d'un engagement envers le bien commun pour établir une frontière morale à l'économie de marché, ce qui implique non seulement de permettre à tous les êtres de développer leurs capacités, mais aussi de veiller à ce que ces dernières tendent vers des objectifs communs unanimement reconnus — en particulier ceux définis par les ODD. Compte tenu de la gravité de la crise environnementale, passer à une énergie zéro carbone sur les trente prochaines années est d'une importance capitale.

Une responsabilité cosmopolite ?

Cela soulève une autre question : jusqu'où doit aller le bien commun ? L'une des réponses est de considérer une responsabilité envers l'humanité tout entière. Un tel universalisme est profondément ancré dans la

philosophie morale moderne. Il est le fondement de l'impératif catégorique d'Emmanuel Kant, basé sur le devoir, qui n'autorise que les maximes pouvant être universalisées. Il est également fondateur de l'utilitarisme, qui repose sur le principe de la recherche du plus grand bonheur pour le plus grand nombre. Cet universalisme est particulièrement prononcé dans l'argument du philosophe de Princeton, Peter Singer, pour qui il est de notre devoir de venir en aide à ceux qui sont dans le besoin partout dans le monde dès lors qu'il est en notre pouvoir de le faire. Une telle responsabilité cosmopolite est assurément amplifiée par la reconnaissance d'une part de responsabilité dans les problèmes fondamentaux (comme les pays riches avec le changement climatique).

Toutefois, Aristote et les Grecs étaient nettement plus précis dans leur éthique : pour eux, le bien commun se limitait à la cité-État, et les femmes et les esclaves étaient exclus de l'équation. À un certain nombre d'égards, cela met en valeur la tendance innée à préférer ce qui est interne au groupe. Pourtant, nous devons aussi reconnaître que nous sommes des êtres ancrés dans la société et profondément attachés à la collectivité, qui est le siège de l'amitié civique, de l'identité, de la signification et du sens de la vie. C'est un élément essentiel pour comprendre le rejet de la mondialisation.

Comment mieux équilibrer ces idéaux moraux contradictoires ? Il n'y a pas de réponse facile à cette question qui relève de facteurs culturels autant qu'économiques. Mais les ODD offrent un vrai moyen de répondre à ce dilemme : ils sont une feuille de route pour une action mondiale à la fois pragmatique et abordable, d'une part, et compatible avec les grands courants de pensée éthiques, laïques et religieux, d'autre part. Dans ce contexte, les ODD tracent les contours d'un bien commun, en délimitant les critères fondamentaux de l'épanouissement humain dans chaque pays, parallèlement aux responsabilités particulières que doivent assumer les nations les plus riches envers les plus pauvres. Leur mise en œuvre corrigerait un certain nombre de clivages qui menacent la mondialisation et la coopération multilatérale.

Nous devons rétablir la réflexion éthique au cœur du raisonnement économique, recentrer les politiques sur le bien commun, et réintégrer l'enseignement de l'éthique dans les programmes d'études économiques et commerciales. La science économique est apparue au départ comme une ramification de la philosophie morale et doit retourner à ses racines. **FD**

ANTHONY ANNETT est directeur adjoint du Département de la communication du FMI. Ces trois dernières années, il a été conseiller au Centre pour le développement durable de l'université Columbia, où il a mené une réflexion sur l'articulation entre l'éthique, l'économie et le développement durable.

